



Plate-Forme Economique Africaine

Maurice, du 20-22 Mars 2017



PLATE-FORME ECONOMIQUE AFRICAINE



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION **PG3** / PREFACE **PG4** / SEANCE D'OUVERTURE **PG6** / ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UA **PG8**
ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE DE MAURICE **PG10** / ALLOCUTION DE LA VICE-PRESIDENTE DE LA FONDATION DE L'UA **PG12**
ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE DU ROYAUME DE SWAZILAND **PG13** / ALLOCUTION DU SECTEUR PRIVE **PG14**
SEANCE PLENIERE 1 **PG16** / SEANCE PLENIERE 2 **PG24** / DÎNER OFFICIEL DE BIENVENUE **PG30** / SEANCE PLENIERE 3 **PG32**
SEANCE PLENIERE 4 **PG40** / LA JEUNESSE AFRICAINE: L'AVENIR DE L'INNOVATION **PG46** / COCKTAIL DE RÉSEAUTAGE **PG50**
LA JOURNEE DE GOLF **PG51** / ALLOCUTION DU PDG DE LA DBSA **PG52** / PETIT DÉJEUNER SECTORIEL 1 **PG54**
PETIT DÉJEUNER SECTORIEL 2 **PG55** / NOS SPONSORS **PG56**



INTRODUCTION

Par Dumisani Mngadi, Directeur des opérations
de la Fondation de l'Union Africaine

DUMISANI MNGADI
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS DE LA
FONDATION DE L'UNION AFRICAINE

Au nom de l'équipe de la Fondation de l'Union africaine (FUA), j'aimerais remercier chaleureusement, tous ceux qui ont fait de la plate-forme économique africaine inaugurale (PEA) le grand succès qu'elle a été. Cela fait suite à des années de planification intense depuis que nous avons reçu le mandat des chefs d'État pour l'organisation de cet auguste événement en collaboration avec nos collègues de la Commission de l'UA et du gouvernement de Maurice.

La Fondation de l'UA est une organisation jeune et très importante pour l'UA. Elle a été lancée le 30 janvier 2015 lors de la 24ème Session ordinaire de l'Assemblée de l'UA. L'Assemblée a pris la décision d'établir la Fondation en mai 2013 à la suite d'une proposition du Groupe de haut niveau sur les sources alternatives de financement de l'UA (Assemblée / AU / Déc. 487 XXI). La Fondation de l'UA a été créée principalement pour mobiliser des ressources pour les programmes de développement de l'Agenda 2063 et pour promouvoir des partenariats avec le secteur privé africain. Elle fournit une plate-forme annuelle pour des débats francs sur le développement en Afrique entre les chefs

d'État, les chefs d'entreprise africains, les universitaires et les jeunes. La première plate-forme organisée comprenait des représentants de toutes les cinq régions du continent et les deux jours de discussions ont couvrir les thèmes majeurs tels que: l'industrialisation, le commerce intra-africain, le développement de compétences et la libre circulation des personnes et des biens. A l'issue de ces discussions, tous les partis ont formulé des recommandations extraordinaires pour l'avenir de notre continent.

Ce rassemblement a vu le jour grâce au leadership de S.E. Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, ancienne présidente de la Commission de l'UA et de la Fondation de l'UA. Je tiens à remercier tout particulièrement l'honorable M. Moussa Faki Mahamat, Président actuel de la Commission de l'UA qui a fourni un excellent leadership peu après avoir pris ses fonctions. Notre profond remerciement s'adresse également au gouvernement de Maurice pour avoir accepté d'accueillir la PEA inaugurale et aussi la deuxième PEA qui aura lieu en 2018.

Asante Sana



African
Union
Foundation
AGREEMENT TO OUR ANTOUR



DR NKOSAZANA DLAMINI ZUMA
ANCIENNE PRÉSIDENTE DE LA
COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE
ET DE LA FONDATION DE
L'UNION AFRICAINE

Notre engagement envers la réalisation de l'Agenda 2063 est d'utiliser notre diversité comme point fort, et force motrice pour promouvoir la paix et la démocratie, transformer nos économies et éradiquer la pauvreté, et créer une vie meilleure pour tous les africains.

PREFACE

Dr Nkosazana Dlamini Zuma **Ancienne Présidente de la Commission de l'UA et de la Fondation de l'UA**

Lorsque l'Afrique a adopté sa vision de 50 ans – l'Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons, elle a engagé les générations actuelles et futures d'un continent intégré, au service d'une vision de paix et de prospérité commune. Le continent a parcouru un long chemin et sa fortune a changé. Les villes dynamiques sur toute l'étendue de l'Afrique sont un exemple de développement, d'entrepreneuriat, d'innovation et de l'expansion infrastructurelle.

L'Afrique est un continent de grandes possibilités, un continent doté de ressources minérales et naturelles. Mais sa ressource la plus précieuse est son peuple. Nous sommes un continent d'un milliard de personnes et l'on estime que la population s'élèvera à plus de deux milliards de personnes d'ici 2050. Ce qui est distinct à cette population est le fait qu'il s'agit d'une population jeune. En tant que le plus jeune continent ; avec plus de la moitié de la population constituée de filles et de femmes, nous pouvons beaucoup réaliser, faire davantage, le faire plus rapidement et plus inclusivement pour assurer la transformation structurelle des économies africaines afin de faire de la prospérité partagée une réalité.

Il est donc très important que nous investissions dans cette jeune ressource qui est notre peuple, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Nous devons lui inculquer des compétences surtout dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques afin qu'elle puisse innover et mener à bien notre transformation.

Pour transformer notre continent, nous devons nous assurer que nous sommes en mesure d'industrialiser, d'ajouter de la valeur et valoriser nos ressources naturelles et minérales. Partant de l'agriculture, nous allons moderniser notre secteur agricole, améliorer et développer nos entreprises agricoles. Nous allons industrialiser nos ressources naturelles et minérales et bien sûr pour le faire, nous avons besoin de jeunes hommes et de femmes compétents. Ce sont les jeunes et les femmes qui seront à l'origine de la transformation de notre continent et bien évidemment, l'entrepreneuriat est l'une des compétences dont ils auront besoin, parce que c'est une compétence acquise.

En outre, nous avons besoin de mobiliser des ressources pour permettre à nos jeunes innovateurs de commercialiser leurs innovations ; permettre également à ceux qui veulent devenir des entrepreneurs de créer leurs entreprises, et de permettre aussi à ceux qui ont de petites entreprises de les développer et les élargir. Le Sommet de l'Union Africaine qui s'est tenu à Kigali a réfléchi sur l'importance de la zone de libre-échange

continentale et la libre circulation des personnes dans le cadre de la promotion du commerce et de l'investissement intra-africains, de l'industrialisation, du tourisme, de la transformation agro-alimentaire et services connexes, et développer de façon générale les entreprises panafricaines.

Notre engagement vis-à-vis la réalisation de l'Agenda 2063 est d'utiliser notre diversité comme point fort, et force motrice pour promouvoir la paix et la démocratie, transformer nos économies et éradiquer la pauvreté, et créer une vie meilleure pour tous les africains. La plate-forme économique africaine inaugurale (PEA) organisée à Maurice du 20 au 22 mars 2017 était un forum pour les engagements francs entre les chefs d'État, les dirigeants du secteur privé africain, les universités et les groupes de réflexion, sur les questions urgentes du commerce, de la mobilisation des ressources, du développement des compétences, de l'industrialisation, de l'intégration africaine et de la libre circulation des personnes, des biens et des services sur notre continent.

Il est très important que nous investissions dans cette jeune ressource qui est notre peuple, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Séance d'ouverture

Ouverture de la Plateforme
Economique Africaine
inaugurale, le 20 Mars 2017
à Port Louis, Maurice







S.E M. MOUSSA FAKI MAHAMAT
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UA

**La PEA est l'une des
13 initiatives phares de
l'Agenda 2063.**

Allocution de S.E M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'UA

La Plateforme Economique Africaine (PEA) est une initiative menée par les Africains pour offrir un espace politique aux africains issus de tous les secteurs, afin de leurs permettre de définir leur propre programme et d'explorer des opportunités et des options continentales et mondiales réelles pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

La PEA est l'une des 13 initiatives phares de l'Agenda 2063. Cette Plateforme va réunir les Chefs d'État et de Gouvernements, les entreprises, les universités et les jeunes, pour des engagements francs sur la façon d'aborder les défis de développement de l'Afrique.

Nos principaux objectifs sont l'organisation des dialogues multipartites constructifs dirigés par les africains autour des thèmes communs pour l'Afrique en vue d'influencer la politique continentale en s'engageant directement avec les dirigeants africains sur des questions d'intérêt commun.

L'Afrique est encore divisée en 55 marchés faibles malgré la disponibilité des ressources naturelles abondantes. Il est grand temps de nous réunir et travailler ensemble pour développer notre continent. Nos peuples ne peuvent pas continuer à vivre dans la pauvreté.

C'est dommage et insupportable de voir des femmes et des enfants mourir de faim dans un continent aussi riche. Il est grand temps que nous prenions les choses entre nos mains car il est inconcevable de laisser notre destinée entre les mains des autres.

Nous devons établir des priorités et des plans multipartites et multisectoriels pour une action commune, avec des mécanismes clairs de suivi, comme indiqué dans l'Agenda 2063.

Pour faire des affaires en Afrique, nous devons travailler en collaboration avec les dirigeants africains et nous efforcer de supprimer les obstacles politiques qui entravent le commerce intra-africain ; accroître les investissements intra-africains, et mettre en œuvre des stratégies de diversification économique et d'industrialisation.

L'unité sur le continent assurera une meilleure communication et permettra entre autres: la libre - circulation des biens et des services, et des personnes en Afrique; La création des plateformes communes pour articuler les positions africaines communes et accroître la prise de conscience mondiale du rôle émergent de l'Afrique dans les affaires mondiales.

Nos principaux objectifs sont l'organisation de dialogues multipartites constructifs dirigés par les africains autour des thèmes communs pour l'Afrique en vue d'influencer la politique continentale en s'engageant directement avec les dirigeants africains sur des questions d'intérêt commun.

La PEA a décollé! C'est le battement de cœur de l'Agenda 2063. Alors que l'Agenda 2063 reste une vision, la PEA est l'une des plateformes pour sa mise en œuvre.

Le problème a été diagnostiqué et les médecins ont été identifiés. Le temps de la rhétorique et des discours est passé et nous devons désormais passer à l'action! Pour atteindre nos objectifs communs, les gouvernements doivent créer des conditions favorables requises par le secteur privé et le milieu universitaire.

Une telle action nécessite également la participation de toutes les couches sociales, en particulier, les jeunes et les femmes, et la diaspora africaine. Nous avons les moyens et les ressources nécessaires pour réussir en Afrique.

Je tiens à remercier les organisateurs de cet auguste événement pour une Plate-forme Economique Africaine inaugurale réussie, en particulier, à Maurice, le pays d'accueil, à la Commission de l'UA, à la Fondation de l'UA, aux hommes et femmes de sécurité, aux interprètes, à la presse et à tout le monde. Ce fut vraiment un grand succès!



**S.E. PRAVIND JUGNAUTH
PREMIER MINISTRE DE MAURICE**

Le slogan “Fabriqué en Afrique” doit être notre nouvelle devise et doit être utilisé sur tout le continent.

Allocution de S.E. Pravind Jugnauth, Premier Ministre de Maurice

La Plateforme Economique Africaine (PEA) regroupe les meilleurs esprits du continent pour aider à faire avancer ce rassemblement comme forum d’Affaires le plus important en Afrique. Nous devons orienter l’Afrique vers nos objectifs tels que indiqué dans l’Agenda 2063 de l’Union africaine qui met l’accent sur une Afrique intégrée et prospère pour tous les africains, en particulier, les femmes et les jeunes.

La PEA est un pas dans cette direction car elle permet la participation des partenaires pour aider les pays africains à progresser vers l’autonomie. «Si vous voulez aller vite, allez seul. Si vous voulez aller loin, allez avec d’autres personnes. » Pour atteindre nos objectifs, nous devons marcher ensemble, et nous devons aussi aller vite, avec unité d’action et unité de dessein.

Ensemble, nous devons nous assurer que nous prenons des mesures qui profitent à tout le monde. Nous devons nous entraider mutuellement et travailler avec nos voisins. Nous devons également nous inspirer des leçons tirées de nos chaînes de valeur régionales lors du processus d’intégration aux chaînes de valeur mondiales.

L’Afrique est un continent plein d’opportunités et de ressources illimitées mais nous exportons encore des matières premières. Par conséquent, nous devons

fabriquer des produits africains de haute qualité et de haut niveau ; stimuler le commerce intra-africain ; éliminer les barrières commerciales et promouvoir des mouvements transfrontaliers plus faciles. Nous devons tous chercher à faire une grosse affaire de slogan “Fabriqué en Afrique”.

Le slogan “Fabriqué en Afrique” doit être notre nouvelle devise et doit être utilisé sur tout le continent.

Un accord de libre-échange approfondi continental (ZLEC) peut créer un marché africain commun et réceptif pour les biens et services africains. Le ZLEC nous aidera à libérer notre potentiel commercial africain et nous a donner un avantage dans la lutte contre la pauvreté.

Les jeunes et les femmes sont une force majeure pour le développement de l’Afrique. Les dirigeants ont le devoir de faire avancer ce continent en nourrissant nos jeunes et en créant des opportunités pour permettre aux femmes d’exceller.

Il est temps que nous mettions terme à la maxime selon laquelle la pauvreté a un visage féminin en Afrique. La pauvreté ne doit pas avoir de visage ou de place en Afrique ; ni celui de femme, ni celui de jeune. Aucun développement ne peut être soutenu lorsque certains sont laissés derrière. L’inclusion est donc une nécessité.

L’Afrique est un continent plein d’opportunités et de ressources illimitées mais nous exportons encore des matières premières. Par conséquent, nous devons fabriquer des produits africains de haute qualité et de haut niveau ; stimuler le commerce intra-africain ; éliminer les barrières commerciales et promouvoir des mouvements transfrontaliers plus faciles.

Le secteur privé joue un rôle central dans la transformation économique. Nous devons fournir au monde des affaires les outils nécessaires pour lui permettre de jouer son rôle et de travailler en collaboration avec nous.

Nous devrions aussi nous assurer que la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité règnent sur tous les plans. La PEA de la Fondation de l’Union africaine (FUA) est un mécanisme et une institution excellent pour la promotion du développement socio-économique en Afrique et Maurice est une fois de plus disposé et prêt à accueillir ce forum à l’avenir.

2018 marquera le quinquennat de l’Indépendance de Maurice et Maurice propose une fois de plus d’accueillir la deuxième PEA



Allocution de S.E Dr Louisa Diogo, Vice-présidente de la Fondation de l'UA

S.E DR LOUISA DIOGO
VICE-PRÉSIDENTE DE LA FONDATION DE L'UA

Alors que nous renouvelons notre engagement envers le continent, nous devons nous rappeler que la voie de la transformation africaine commence dans la communauté et que l'unité et l'accélération de l'intégration économique doivent se faire à l'unisson. La Plateforme Economique Africaine (PEA) est un pont qui relie le secteur privé et l'Union Africaine (UA). Le leadership de l'UA s'est engagé à faire en sorte que l'Afrique se développe en tirant des leçons des défis auxquels elle est confrontée. Nous avons beaucoup de ressources inexploitées à travers le continent et ensemble, nous devons tous contribuer pleinement à transformer le programme de développement de l'Afrique.

La santé et l'éducation font partie intégrante du développement de l'Afrique et par conséquent, nous devons sauvegarder les vies africaines. Nous espérons que le Centre Africain pour le Contrôle des Maladies peut devenir un mécanisme essentiel pour sauver des vies et faire avancer les soins de santé sur le continent.

La Fondation de l'UA travaillera en collaboration avec le secteur privé africain pour exploiter les ressources africaines pour son développement. Nous devons tous contribuer à semer les graines au sein même de l'Afrique afin de lever des fonds pour notre propre développement. La Fondation de l'UA est là pour s'assurer à ce que nous travaillions ensemble pour atteindre nos objectifs. Nous devons nous efforcer d'améliorer la science, la technologie et l'agriculture. Les jeunes joueront certes un rôle central dans l'avancement de la science et de la technologie.

L'urgence de trouver des solutions africaines s'accélère et ce rassemblement démontre que nous avons la volonté de créer une vie meilleure pour chaque africain. Notre récit doit être fondé sur les données de qui nous sommes et où nous allons. Les institutions africaines, les hommes, les femmes et les jeunes ici présents, s'engagent à assurer sa réalisation.

La santé et l'éducation font partie intégrante du développement de l'Afrique et par conséquent, nous devons sauvegarder les vies africaines



Allocution de S.E Barnabas Sibusiso Dlamini, Premier Ministre du Royaume du Swaziland

**S.E BARNABAS SIBUSISO DLAMINI, PREMIER MINISTRE
DU ROYAUME DU SWAZILAND**

Ça a fait trop longtemps que l’Afrique est marginalisée. Nous devons identifier et apporter des solutions aux domaines clés pour faire progresser le programme d’Afrique pour une croissance et un développement inclusifs, comme indiqué dans l’Agenda 2063. La base de tout programme de développement est la connaissance. Les connaissances et les compétences sont essentielles pour nous permettre d’atteindre nos objectifs ambitieux. Par conséquent, il est urgent de redéfinir nos programmes scolaires et nos politiques éducatives en fonction des exigences de l’industrie et du marché d’emploi.

Nous devons modifier toute formation pour la rendre pertinente. Les compétences requises dans les nouvelles industries doivent avoir une formation professionnelle adaptée qui répond à nos exigences. Pour que l’Afrique atteigne les objectifs de l’Agenda 2063, nous devons travailler en collaboration pour éliminer rapidement toutes les barrières invisibles qui créent des tensions et des méfiances entre le secteur privé et public.

La base de tout programme de développement est la connaissance. Les connaissances et les compétences sont essentielles pour nous permettre d’atteindre nos objectifs ambitieux.

Le secteur privé fait partie intégrante du développement de l’Afrique et ensemble, nous pouvons beaucoup accomplir. Le développement futur de l’Afrique dépend de notre participation commune comme est le cas de ce forum de la Plate-forme Economique Africaine qui regroupe le secteur public, le secteur privé et les OSC en une formidable équipe, capable de favoriser la mise en œuvre de l’Agenda 2063. Le secteur privé africain joue déjà un rôle actif dans le développement de l’Afrique. Par exemple : le secteur privé africain avait contribué plus de 35 millions de dollars américains pour la lutte contre l’Ebola.

Les jeunes africains ont besoin de notre soutien pour libérer leur potentiel. La question du chômage qui touche les jeunes est réelle et très importante. Nous devons l’aborder de front. Une croissance intégrée et inclusive est la voie à suivre pour l’Afrique. La libre circulation des biens et des personnes est urgemment nécessaire, ainsi, la nécessité de créer une zone de libre-échange continentale.



M. TONY ELUMELU
CHEF D'ENTREPRISE

**La pauvreté partout
est une menace
pour tous**

**Allocution de M. Tony Elumelu ,
Chef d'entreprise et Fondateur de la
Fondation Tony Elumelu (TEF)**

En tant que l'un des pionniers de la Fondation de l'Union Africaine (FUA), je me réjouis de voir la Plate-forme Economique Africaine décoller. En tant que représentant du secteur privé africain, je suis là pour vous rassurer que nous sommes ici prêts à jouer notre rôle pour soutenir la vision d'une Afrique intégrée et prospère. L'accent mis sur les ressources ne peut pas être sous-estimé.

L'Afrique vaut beaucoup plus que ses ressources et la réponse aux défis de développement en Afrique est entre nos mains.

Les dirigeants d'entreprises sont conscients du fait qu'il incombe à tous les africains de jouer leur rôle pour le développement continental. Ainsi le secteur privé africain doit jouer un rôle plus important comme point de départ pour une Afrique meilleure. Nous devons créer un développement à grande échelle avec l'industrialisation, le changement d'orientation vers l'inclusion et la transformation, ainsi que la hiérarchisation des ajouts de valeur locale. Nous devons industrialiser l'Afrique! Le développement continu du secteur privé africain est essentiel pour débloquer le développement économique en Afrique. Investir en Afrique est rentable.

Le capitalisme africain est réel et nous devons le développer en Afrique avec des acteurs du secteur privé

qui intensifient leurs efforts et apportent leurs contribution au développement africain.

En tant qu'homme d'affaires qui opère dans le monde entier, je confirme que le rôle du secteur privé est aussi important que celui du gouvernement. Nous avons besoin de réforme institutionnelle du 21ème siècle pour encourager l'esprit d'entreprise et pour créer des communautés prospères et sécurisées.

Le capitalisme africain est réel et nous devons le développer en Afrique avec des acteurs du secteur privé qui intensifient leurs efforts et apportent leurs contribution au développement africain. En tant qu'homme d'affaires qui opère dans le monde entier, je confirme que le rôle du secteur privé est aussi important que celui du gouvernement.

La Fondation Tony Elumelu s'est engagée à créer 10 millions d'emplois au cours des prochaines années et à stimuler la croissance des activités du secteur privé.

Nous avons également promis de mettre de côté 100 millions de dollars américains pour promouvoir les activités des jeunes innovateurs africains. La fondation a directement soutenu le développement des entreprises locales et les jeunes entrepreneurs créent désormais des emplois recherchés par l'Afrique.

Nos bénéficiaires qui sont des jeunes entrepreneurs ont déclaré une croissance dans le secteur agricole. Par conséquent, le potentiel est illimité dans le secteur de l'agro-industrie. Les jeunes africains ont plus besoin de nous maintenant que jamais et nous devons les encourager à explorer de nouveaux territoires et à faire preuve d'innovation. Nous devons aussi leur apporter du soutien financier, physique et environnemental.

L'Union Africaine (UA) doit être plus qu'un rassemblement de routine pour les dirigeants et les bureaucrates africains. Elle doit être un forum pour le partage et l'échange des idées entre tous partenaires au développement.

Le destin de l'Afrique ne changera que si nous travaillerons ensemble. Mon rêve africain est de voir tout le monde en Afrique, quel que soit leur sexe, réaliser leurs rêves. Ainsi, travaillons ensemble pour la transformation de l'Afrique.

SEANCE PLENIERE 1 20 MARS 2017





FABRIQUE EN AFRIQUE A TRAVERS LES CHAÎNES DE VALEUR RÉGIONALES

Pour établir un marché pour les produits Fabriqués en Afrique, la première étape consiste à promouvoir la valeur ajoutée, le traitement et la valorisation des matières premières de l'Afrique dans les secteurs agricole et agro-industriel; les secteurs de la foresterie et de minéraux, et de les relier aux chaînes de valeur mondiales.

Deuxièmement, nous devons encourager l'établissement des Centres Régionaux de Fabrication et de Transformation liés par les couloirs d'infrastructure - terrestre, maritime et aérienne; Promouvoir l'industrialisation qui mènera à l'accroissement du commerce intra-africain et interafricain, et promouvoir l'image de marque de l'Afrique dans le monde à travers les produits Fabriqués en Afrique de haute qualité.

PANELISTES



S.E. M. Anastase Murekezi, Premier Ministre de la République du Rwanda

S.E. M. Murekezi a également occupé les fonctions de : Ministre d'État chargé de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales ainsi que Ministre de la Fonction Publique et du Travail au Rwanda.



Dr. Kelvin Kemm, Président de la South African Nuclear Energy Corporation (Necsa)

Membre du Conseil consultatif ministériel sur l'énergie (MACE) en Afrique du Sud, le Dr Kemm siège également dans divers conseils d'énergie et de l'environnement nucléaire aux États-Unis et en Europe.



Professeuse Mabel Imbuga est Recteur de l'Université de l'Agriculture et de la Technologie Jomo Kenyatta au Kenya

Professeuse de Biochimie avec plus de 33 ans d'enseignement et d'expérience scientifique, elle est une ressource clé de la gestion stratégique et le leadership de l'Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (ESAMI) et Présidente de l'Association des Femmes Africaines en Sciences et en Génie.



S.E. Abdeslam Bouchouareb. Ministre algérien de l'Industrie et des Mines

Chirurgien-dentiste de métier, M. Bouchouareb est aussi un homme politique algérien et dirigeant ancien dirigeant d'entreprise qui a également occupé les fonctions de Ministre de l'Industrie et de la Restructuration. Il fut également commissaire auprès du chef du gouvernement pour la promotion de l'emploi des jeunes en 1998, puis en tant que délégué à l'emploi en 2000

DEBATS

FABRIQUE EN AFRIQUE A TRAVERS LES CHAÎNES DE VALEUR RÉGIONALES

Les africains veulent une vie meilleure et l'appel au changement repose sur nous en tant qu'africains. L'Afrique possède les réserves mondiales les plus importantes de la plupart des minéraux et d'autres ressources précieuses. Nous devons donner de la valeur à nos minéraux en les valorisant localement, en haute qualité, avant de les exporter. Cela nous permettra de faire concurrence avec les importations mondiales. Nous devons intensifier l'utilisation des TIC lors du processus d'industrialisation et du développement.

Nous pouvons améliorer l'industrie africaine en renforçant activement les chaînes de valeur régionales pour la transformation de produits fabriqués en Afrique tels que le diamant, l'or, le cobalt, le pétrole, le café, le sorgho, etc. Tout cela doit se faire rapidement et nous devons le faire ensemble.

Pour ce faire, nous avons besoin de main-d'œuvre qualifiée pour aider à enrichir nos produits afin de réduire les coûts et devenir plus compétitifs. Nous devons former les Africains pour produire et fabriquer localement des produits qui sont requis en Afrique et éviter les importations à coût élevé.

Développement de l'énergie pour l'Afrique

L'approvisionnement en électricité est important pour mener à bien le processus de fabrication en Afrique. Ainsi, nous devons augmenter de façon considérable, la production et la disponibilité d'électricité sur le continent. Chaque économie a besoin d'un approvisionnement en électricité fiable pour alimenter ses industries et stimuler son développement.

Actuellement, plus de la moitié des africains n'ont pas d'accès suffisant à l'électricité. Cela doit changer.

L'Afrique doit développer ses propres solutions qui ne sont pas personnalisées en Europe ou aux États-Unis et nous devons désormais cesser de prendre leurs recommandations comme saintes vérités et comme meilleures pratiques. Bien que l'énergie verte soit bonne, c'est de la bouffonnerie de dire que l'Afrique ne doit développer que des sources d'énergie vertes ou renouvelables sans donner de la crédibilité à d'autres sources viables telles que l'énergie nucléaire qui fut objet de critiques amère des militants anti-nucléaires.

Selon eux, l'énergie nucléaire est dangereuse et mortelle. Cependant, il est clair qu'ils ne partagent pas toutes les informations sur la sûreté de l'énergie nucléaire car l'énergie nucléaire est si sûre lorsqu'il est traité de façon professionnelle. Une nouvelle université nucléaire a été créée en Zambie et comprend des études sur la législation nucléaire dans leur programme d'études.

Nous avons des défis uniques en Afrique. Le rythme et les besoins en énergie de nos économies africaines exigent que nous adaptions nos besoins et développons rapidement nos sources d'énergie. L'Afrique du Sud prévoit de développer une nouvelle centrale nucléaire de 9600 MW pour répondre à sa demande à moindre coût. Il en coûtera 0.83 cents de Rand (ZAR) pour produire 1 kW d'énergie nucléaire.



**S.E ROBERT MUGABE PRÉSIDENT DE LA
REPUBLIQUE DU ZIMBABWE**

**Nous devons mettre
au point des politiques
qui nous permettront
d'améliorer le bien
commun de chacun
d'entre nous**

Commentaires de S.E Robert Mugabe Président de La République du Zimbabwe

Selon nos pères fondateurs, si nous nous unissons, ensemble, nous serons en mesure de mieux servir notre peuple. Néanmoins, nous devons faire mieux car le processus de notre unité à lui seul ne peut pas assurer nos intérêts socio-économiques parce que l'entité (le continent) est très grande et diversifiée pour qu'elle se réunisse aussi facilement. Nous ne sommes pas des États-Unis d'Afrique. La suggestion que nous ayons des régions ou des CER à travers lesquelles nous puissions travailler a été faite comme solution pour nous aider à rester solidaire et uni dans la poursuite de nos objectifs communs.

Ces organisations régionales travaillent ensemble pour promouvoir les intérêts de notre population. Cependant, cela n'a pas été aussi simple que prévu par manque de synchronisations de nos activités inter pays. Dans la région de la SADC, par exemple, nous avons l'Afrique du Sud qui joue le rôle de grand patron parce que c'est une économie beaucoup plus développée. Il y a aussi le facteur des premiers colonisateurs et c'est un facteur qui continue de nous gêner. Il y a trop de comportements qui font preuve de la dépendance des pays sur les anciens colonisateurs. Certains pays comptent sur ces colonisateurs pour leur sécurité et leur stabilité et certains en dépendent même pour leur développement social et culturel (par exemple, l'éducation).

Politiquement, le facteur de la démocratie est avec nous et il a été convenu que ce soit la voie à prendre. Cependant, la démocratie a mené à de nombreuses ingérences des pays étrangers, parfois directes, en particulier, par le biais des centaines des ONG.

Il n'y a pratiquement pas de pays en Afrique sans ces ONG. Nous n'avons pas été laissés à nous-mêmes. Parfois, on nous dit que le commerce interafricain est moins avantageux que le commerce avec des partenaires externes.

Nous devons mettre au point des politiques qui nous permettront d'améliorer le bien commun de chacun d'entre nous. Nous devons éliminer l'analphabétisme, bâtir des infrastructures de connexion et veiller à ce que la vie de nos peuples soit améliorée. En ce qui concerne les obstacles au commerce entre nous, nous devons encourager la mobilité transfrontalière entre nos pays. En tant que gouvernements, nous avons beaucoup à faire pour assurer à ce que nous soyons tous assez prêts pour recevoir des investissements externes. Dans nos pays, nous devons cesser les luttes internes, et intra-parties, et nous unir. Des défis comme ceux que nous voyons en RDC doivent être abordés par les africains. La RDC sera-t-elle stable un jour? Qui le déstabilise?

Nous devons continuer à produire suffisamment de nourriture pour la subsistance de notre peuple. Nous n'avons pas toujours le même point de vu avec le secteur privé et les investisseurs lorsque nous pensons à la vie de notre peuple. Nous n'avons pas toujours les mêmes ambitions, buts et objectifs. Peut-on avoir une même ligne d'optique? Je ne le pense pas! Cela nous prendra du temps. Ne perdons néanmoins pas l'espoir car nous avons des bons dirigeants en Afrique. Un jour, nous aurons une Afrique plus unie avec une autorité africaine pour diriger notre continent. Nous espérons que cela se passera dans la génération de nos enfants. Nous devrions au moins veiller à ce que nos enfants ne grandissent pas dans l'ignorance à l'égard des défis qui les entourent.

Là où nous pouvons travailler ensemble immédiatement, qu'on le fasse, même dans les domaines culturelles. Nous devons industrialiser certaines de nos entreprises afin que nos enfants gagnent beaucoup plus que nous et aient une vie meilleure. Les pays les plus avancés comme l'Afrique du Sud doivent continuer à nous guider mais ne doivent pas chercher à être des leaders à perpétuité. Ils ne doivent pas résister la réalité de notre développement en refusant d'ouvrir leurs marchés aux produits que nous pouvons exporter. Nous devons nous assurer que nous pouvons exporter nos produits vers l'Afrique.

RECOMMANDATIONS

Les Gouvernements Africains Devraient Entre Autres:

- Augmenter les investissements dans l'énergie (solaire, éolienne, géothermique, biogaz, électricité, etc.) et explorer les investissements dans l'énergie nucléaire, comme une condition préalable à l'accélération de l'industrialisation;
- Mettre l'accent sur les chaînes de valeur régionales comme principaux moteurs de l'industrialisation et de l'intégration;
- Adopter et mettre en œuvre des politiques aux niveaux national, régional et continental visant à réduire les coûts de production des biens et des services;
- Veiller à ce que les produits africains soient brevetés avec protection des droits d'auteur;
- Explorer le clonage de cellules de plantes et introduire la culture tissulaire en agriculture ;
- Rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes afin d'améliorer leur participation ;
- Augmenter les budgets pour répondre aux besoins du secteur agricole au niveau national ;

Le Secteur Prive Devrait Entre Autres:

- Assurer la fabrication des produits de haute qualité «Fabriqué en Afrique» en respectant les normes de qualité;
- Travailler en partenariat avec les gouvernements pour augmenter les investissements dans l'énergie (solaire, éolienne, géothermique, biogaz, électricité, etc.)

et explorer les investissements dans l'énergie nucléaire, comme une condition préalable à l'accélération de l'industrialisation

Les Universitaires Devraient Entre Autre

- Améliorer la qualité de l'éducation, en mettant l'accent sur l'acquisition de compétences par la formation technique et professionnelle soutenue par les TIC afin de stimuler le développement industriel de l'Afrique

L'Union Africaine Devrait Entre Autres :

- Elaborer l'engagement politique sur le continent pour développer une approche stratégique de la croissance transformatrice, notamment, le changement de la structure des économies des pays afin de mettre l'accent sur la diversification, la valeur ajoutée et l'enrichissement des produits agricoles et des minéraux;
- Partager des informations avec les gouvernements, le secteur privé et les universités sur le programme continental sur les produits pharmaceutiques, et
- La Commission de l'UA devrait finaliser l'élaboration d'un projet de stratégie sur les produits pour le continent d'ici mi- 2017.



SEANCE PLENIERE 2 20 MARS 2017





Towards One African Market

La Zone de Libre-échange Continentale (ZLEC): Accroître les possibilités de commerce et des investissements intra-africains

Le Sommet de l'UA de Kigali a réfléchi sur l'importance d'une Zone de Libre-échange Continentale (ZLEC) et la libre circulation des personnes à travers les frontières nationales et régionales afin de promouvoir le commerce et l'investissement intra-africains, l'industrialisation, le tourisme, la transformation agroalimentaire, ainsi que sur le développement des entreprises pan africaines en général.

Il existe actuellement des obstacles et des défis auxquels est confronté le statut de l'intégration de la ZLEC et des CER qui doivent être abordées et débloquées, telles que :

- La promotion des mouvements transfrontaliers des facteurs de production tels que le capital, la main d'œuvre (spécialisée), les matières premières et les biens intermédiaires, soutenus par des règles d'origine favorables à négocier dans le cadre du ZLEC;
- Promouvoir l'investissement régional transfrontalier et les fusions et acquisitions qui sont plus importantes que l'IDE, notant que l'IDE a diminué pendant que les investissements transfrontaliers au moyen de fusions et d'acquisitions ont augmenté de 300% entre 2014 et 2015, ou de 5 milliards à 20 milliards de dollars.
- Le mouvement des personnes pour les affaires, le tourisme, l'éducation, l'emploi, etc. et le passeport africain;
- Le commerce des marchandises; les mesures de facilitation de commerce pour améliorer les affaires, y compris le transport aérien, ferroviaire, routier et maritime, les problèmes douaniers, les questions de normes, et l'infrastructure de qualité.

PANELISTES



S.E. M. Albert M. Muchanga, Commissaire du commerce et de l'industrie - Commission de l'Union africaine

M. Albert Muchanga fut aussi ambassadeur en Éthiopie avec accréditation supplémentaire auprès de l'Union Africaine et possède une vaste expertise dans les domaines des Produits de base et du développement durable; La politique commerciale, l'investissement international et le développement; et la planification des politiques environnementales et l'intégration régionale.



M. Vuyani Jarana, Directeur Général d'Enterprise du Group Vodacom SA.

Leader visionnaire, il est responsable de la planification stratégique et de l'exécution des plans de croissance de l'entreprise dans tous les marchés panafricains de Vodacom, Ingénieur de formation, il détient également une Licence en économie et gestion d'entreprise et un MBA.



Dr. Amany Asfour, Membre du Conseil de la Fondation de l'Union Africaine

Mme. Asfour est Présidente du Groupe des Ressources Humaines, des Sciences et de la Technologie du Conseil Economique, Social et Culturel de l'UA. Médecin et Entrepreneur, elle a contribué énormément à l'autonomisation des femmes d'affaires à travers l'Afrique.



Dr Chris Kirubi, Chef d'Entreprise et Membre du Conseil de la Fondation de l'Union Africaine

Un chef d'entreprise accompli, le Dr Kirubi est également Président de Haco Tiger Brands, Coca-Cola Nairobi Bottlers, DHL Worldwide Express, Capital Media Group, International House Limited et Smart Applications International, entre autres.

DEBATS

Le libre-échange

Le libre-échange ouvre et élargit les opportunités pour les entreprises africaines. Les gouvernements doivent créer un environnement propice au développement pour le secteur privé africain. Des mesures telles que l'action positive qui donne la priorité aux entreprises africaines dans des situations telles que les marchés publics, sont nécessaires pour soutenir et promouvoir le secteur privé africain et leur permettre de concurrencer équitablement avec les entreprises internationales. En outre, la capacité des entreprises africaines devrait être améliorée pour assurer qu'elles aient la capacité de gérer de grands projets gouvernementaux.

La création d'un guichet unique pour que les entreprises atteignent leurs objectifs concernant la manière dont les gouvernements traitent les interactions entre les pays est importante. Par exemple, l'amarrage d'un navire dans un port et le nombre de certificats requis peuvent être réduits par un système dépolitique unifiée.

Les pourparlers entre les décideurs politiques et le secteur privé est essentiel à l'intégration régionale. Le premier pilier est le peuple, les jeunes et les femmes. Le second est la politique et la diffusion des connaissances parmi les organismes d'application de la loi tels que les autorités douanières, pendant le troisième pilier a trait à la haute

qualité des produits africains pour compléter la zone de libre-échange continentale.

L'indépendance financière vous donne le pouvoir de choix et de voix. Les économies deviennent de plus en plus numériques et l'Afrique a la possibilité d'y participer. La quatrième révolution industrielle est signe du fait que l'Afrique doit agir maintenant. Les TIC sont de nature intégrative et ont le potentiel de transformer la santé, l'éducation et l'agriculture, entre autres secteurs. Nous pouvons résoudre ces problèmes très rapidement pour fonctionner plus efficacement. La numérisation est l'une des solutions rapides à ces inefficacités.

L'Afrique doit s'unir

L'Afrique doit s'unir et devenir une. Nous devons ouvrir nos marchés, cesser de négocier avec des étrangers et faire des affaires entre nous. Nous devons tirer des leçons de ce que le monde fait.

Développer une infrastructure économique solide et numériser les économies pour mener à bien, le commerce et la connectivité commerciale.

DEBATS

Nous devons créer un mouvement qui permettra en particulier, à nos jeunes de tous les secteurs de se connaître.

Les universités africaines doivent collaborer et s'intégrer davantage pour aider nos jeunes à se connecter et à s'engager au-delà de leurs études. Il est nécessaire de créer des universités panafricaines pour renforcer notre identité africaine.

Nous devons désormais faire les choses différemment et l'ouverture des frontières créera plus d'opportunités qu'anticipé. Nous sommes exploités et nous ne nous réveillons pas assez vite. Il est donc impératif que nous nous concentrons.

Une plateforme commune est nécessaire pour défendre l'avènement du secteur privé et des gouvernements. Cela doit inclure une plate-forme interactive en ligne pour l'échange sur les connaissances, les informations et les possibilités de commerce et de l'industrie.

Toutes les entreprises qui soutiennent l'UA, la Fondation de l'AU et la PEA doivent obtenir notre soutien ainsi que les marchés africains.

Nous ne pouvons pas continuer à faire des affaires avec des personnes qui viennent en Afrique avec des valises

pour nous dépouiller sans cesse. Nous ne pouvons pas faire des affaires avec des personnes qui viennent en Afrique avec des valises pour nous dépouiller sans cesse.

L'Afrique doit cesser d'importer des biens d'occasion, en particulier des vêtements. C'est une révolution et une action que nous devrions tous supporter.

Nous devons promouvoir les industries locales telles que l'industrie pharmaceutique et cesser d'importer de l'étranger, les produits que nous pouvons fabriquer.

Nous devons renforcer les capacités et les compétences des secteurs de l'approvisionnement en Afrique et d'autres secteurs connexes pour faire des affaires en Afrique.

**L'Afrique doit s'unir et devenir une.
Nous devons ouvrir nos marchés,
cesser de négocier avec des étrangers
et faire des affaires entre nous.**



RECOMMANDATIONS

Les Gouvernements Africains Devraient Entre Autres:

- Accélérer l'intégration régionale pour accroître la taille du marché.
- Mettre l'accent sur l'infrastructure rurale dans les stratégies nationales et régionales ;
- Investir dans le secteur productif public et privé;
- Assurer un suivi rapide de la mise en œuvre de l'intégration du marché et la mise en œuvre de l'Initiative Accélérée d'Industrialisation pour l'Afrique (IADA) visant à promouvoir l'industrialisation ;
- Accélérer la coopération Sud-Sud en Afrique pour promouvoir les entreprises africaines d'importance continentale ;
- Augmenter l'exportation de biens et de services des secteurs financiers, d'éducation, de la comptabilité, de la communication et de la santé, entre autres, lesquels devraient être encouragés au sein de la zone d'ZLEC ;
- Accélérer les négociations de la Zone de libre-échange continental (ZLEC) pour permettre sa mise en place d'ici la fin 2017, afin de supprimer les barrières commerciales et de renforcer l'intégration;

Le Secteur Prive Devrait Entre Autres :

- Plaider pour la ratification rapide de l'accord ZLEC par le secteur privé et toutes les parties prenantes; et,
- Soutenir les efforts des gouvernements pour ouvrir les marchés, créer des emplois pour les jeunes et les femmes, les former et les éduquer, produire des biens de haute qualité grâce au renforcement des capacités et la science et la technologie ;

La Commission de L'Union Africaine Devrait Entre Autres :

- Créer une base de données sur les produits disponibles en Afrique;
- Renforcer le plaidoyer pour sensibiliser les parties prenantes au sujet du ZLEC.

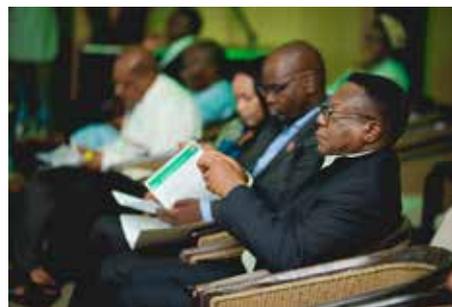
Dîner officiel de bienvenue 20 mars 2017

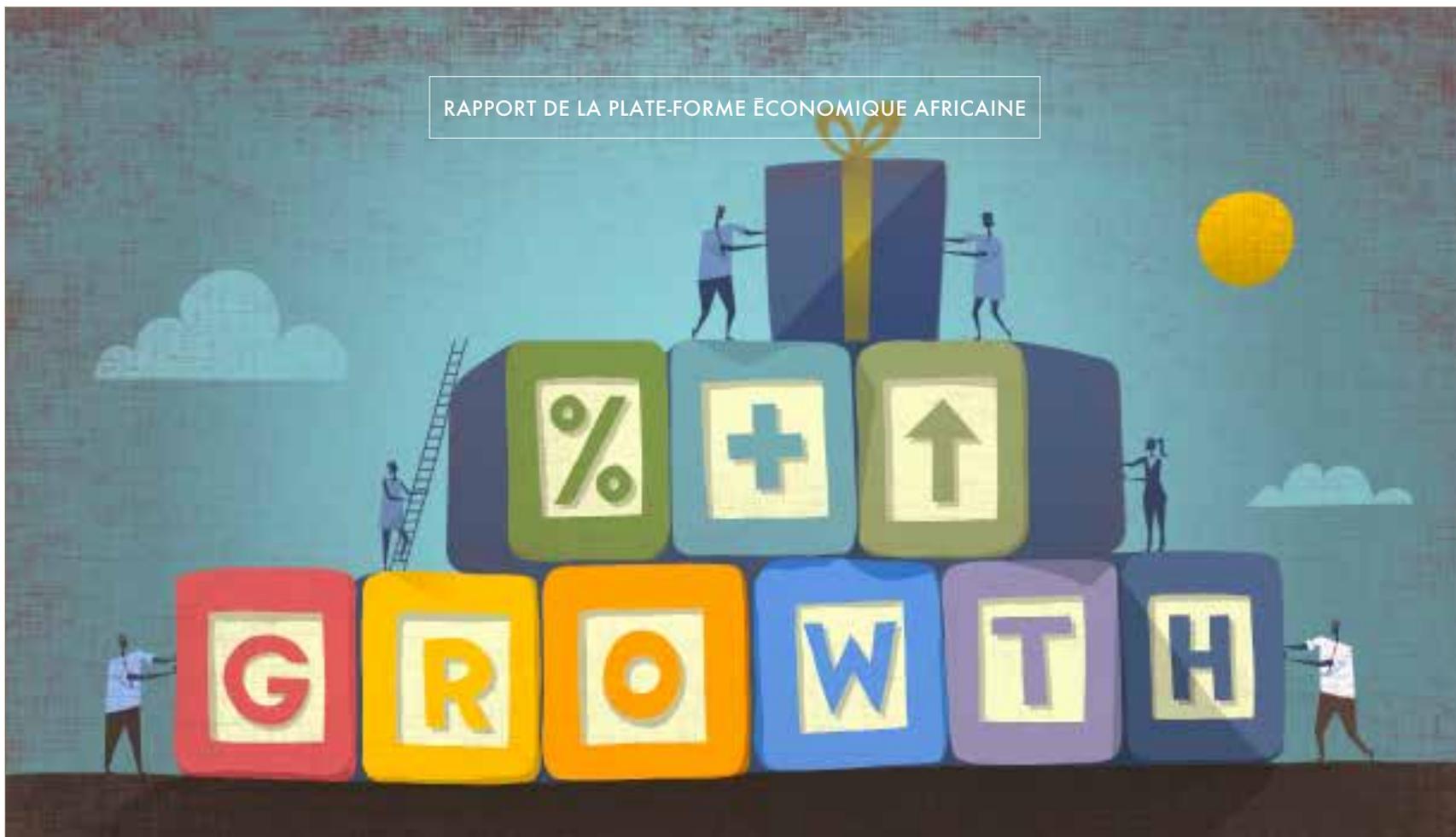
Le Premier ministre de
Maurice et son gouvernement
accueillent les délégués de la
PEA lors d'un diner d'Etat





SEANCE PLENIERE 3 21 MARS 2017





COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR PRIVÉ AFRICAIN: BATIR DES ENTREPRISES PAN-AFRICAINES

Il y a eu un changement fondamental dans la pensée africaine au cours des dernières années. Les gouvernements reconnaissant désormais le rôle central du secteur privé dans la création de plus d'entreprises. Le secteur privé génère déjà les deux tiers de l'investissement de l'Afrique, les trois quarts de sa production économique et 90% de son emploi formel et informel.

Cependant, le secteur privé est encore confronté à de nombreux obstacles en Afrique, à l'instar : des politiques restrictives; de la mauvaise infrastructure; de la pénurie grave de compétences; des restrictions commerciales;

des barrières tarifaires et non tarifaires aux exportations africaines; les difficultés à obtenir des financements à des conditions abordables et un vaste secteur informel.

Cette séance examine les voies et moyens d'assurer un secteur privé compétitif en Afrique qui sera un moteur de croissance économique durable, de l'emploi et de réduction de pauvreté sur le continent au cours de la prochaine décennie et au-delà.

RAPPORT DE LA PLATE-FORME ÉCONOMIQUE AFRICAINE

PANELISTES



S.E. M. Anthony Mothae Maruping, Commissaire aux affaires économiques de l'UA

Le Dr Maruping est un ancien Ambassadeur et Représentant Permanent du Royaume du Lesotho auprès des organismes des Nations Unies à Genève. Il a été Directeur Exécutif à l'Institut de Gestion Macroéconomique et Financière de l'Afrique de l'Est et Australe et aussi ancien gouverneur de la Banque Centrale du Lesotho.



S.E. Dr. Sibusiso Barnabas Dlamini, Premier ministre du Royaume du Swaziland

Le Dr Dlamini fut Ministre des Finances du Royaume de Swaziland et Directeur Exécutif du Fonds Monétaire International (FMI). Il est aussi membre du Conseil consultatif de Sa Majesté le Roi Mswati III.



Professeur Fulbert Géro Amoussouga, Maitre de Conférence à l'Université nationale du Bénin

Le Professeur Géro Amoussouga, Professeur d'économie et Maitre de conférences à l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin. Il est également Président du Commerce international et du développement inclusif de l'OMC à Cotonou au Bénin.



M. Patrick Dlamini, PDG de la Development Bank of Southern Africa (DBSA)

M. Dlamini est aussi Président de l'Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AAIFD). Il a également occupé divers postes de direction dans le secteur de l'aviation en Afrique du Sud et en Afrique Australe.



S.E. Dr. Saara Kuugongelwa-Amadhila, Premier Ministre de la République de Namibie

Le Dr Kuugongelwa-Amadhila est la première femme Premier Ministre et ancienne Ministre des Finances de la Namibie. Elle fut également gouverneur du FMI et membre du conseil d'administration de la Banque africaine de développement.

DEBATS

Compétitivité du Secteur Privé Africain

La compétitivité du secteur privé dans chaque pays est nécessaire pour la prestation de chaînes de valeur régionales et le commerce intra-africain. La compétitivité doit être suivie du développement de compétences pertinentes.

La plupart des États africains manquent de compétences, d'infrastructures, de coûts compétitifs, dispose d'une législation et de procédures administratives assez compliquées, et des réglementations fiscales inappropriées qui découragent l'investissement.

Il devrait y avoir un environnement fiscal attractif, les prix compétitifs et l'approvisionnement continu d'électricité et de l'eau, soutenu par une bonne infrastructure, pour les investissements du secteur privé.

Nous avons besoin d'une législation qui favorise la compétitivité et nous ne devons pas encourager la consolidation car elle tue la concurrence. Il y a toujours quelque chose de mal à une situation qui permet la consolidation par quelques grands acteurs de l'économie. Le gouvernement, le secteur privé et le milieu universitaire jouent un rôle clé dans la création d'un environnement favorable aux entreprises.

Le secteur public doit établir un environnement propice au développement du secteur privé et les deux doivent travailler ensemble car 15 millions de nouveaux demandeurs d'emploi entrent chaque année dans le marché du travail en Afrique et les MPME ont le potentiel d'employer ces grands nombres. L'attention vouée aux jeunes est essentielle car les TIC stimulent la compétitivité et la croissance avec les téléphones mobiles intelligents qui deviennent de plus en plus des changeurs de jeux réels.

Un développement plus rapide des marchés primaires et secondaires est essentiel pour mobiliser des financements. Les gouvernements devraient directement ou indirectement, fournir du soutien aux jeunes innovateurs, sous forme de mentorat et de suivi. Il devrait y avoir une croissance en investissements dans le secteur de l'économie de la connaissance et la prise en compte de la mobilisation de nos innovateurs du secteur informel car c'est un facteur très important pour la croissance économique.

Le secteur privé a besoin d'une stabilité macroéconomique continue et d'une transition générationnelle harmonieuse. Le mot clé est «la Compétitivité»

Amélioration de L'infrastructure

Une mauvaise infrastructure entrave la croissance du secteur privé en Afrique. Nous devons veiller à ce que nous ajoutons de la valeur à nos produits. Par conséquent, le développement de l'infrastructure doit être une priorité car l'infrastructure matérielle et immatérielle sont essentielles pour renforcer l'intégration économique et doivent être améliorées. Nos installations frontalières et l'infrastructure africaine en générale doivent être améliorées afin d'assurer une meilleure connectivité.

Nous devons également améliorer l'accès au financement pour les petites entreprises, les femmes et les jeunes, et les entreprises en démarrage et assurer l'amélioration des infrastructures régionales et des installations frontalières. L'infrastructure est donc essentielle pour améliorer la connectivité. Les IDE sont prêts à fournir des capitaux à risque qui permettront une exécution effective des projets. Il est important d'élaborer des stratégies sur le développement de chaînes de valeur solides et du commerce intra-africain. Grâce à la facilitation du commerce, nous pourrions simplifier les procédures et réduire les coûts de fonctionnement. Nous devons également harmoniser nos politiques commerciales et limiter les tarifs. Nous avons besoin d'une intégration régionale du secteur financier à travers les frontières

qui permettra l'intégration régionale et un partenariat économique régional. Un facteur qui est également important pour stimuler la croissance économique en Afrique. Par conséquent, nous devrions améliorer les corridors de transport et la production d'énergie grâce à la production indépendante d'électricité.

Transformer nos économies exige que nous ouvrons nos économies, mais l'Afrique est toujours confrontée à des problèmes de transfert de technologie. Commençant par le problème du système éducatif d'où l'enseignement supérieur n'est pas bien adapté pour favoriser l'innovation. Nos universités sont trop concentrées sur les préoccupations sociales au détriment des sciences. La recherche n'est pas prioritaire et par conséquent, les activités innovantes ne sont pas à des niveaux élevés. Nous devons structurer nos économies afin que nous puissions développer nos industries tout en se rappelant également du fait que le renforcement de notre capital humain est essentiel au développement.

Nous devons nous concentrer plus sur la qualité et non sur la quantité de nos ressources humaines. Combattre la corruption et améliorer la transparence aideront à développer les compétences chez les jeunes et à améliorer les infrastructures. La création d'immenses opportunités et la numérisation aidera à lutter contre la corruption.

Les mauvaises infrastructures en Afrique entravent la croissance du secteur privé et affectent sa capacité à valoriser les produits africains.

RECOMMANDATIONS

Les Gouvernements Africains Devraient Entre Autres:

- Initier et maintenir le contact avec les opérateurs du secteur privé afin de discuter des défis et des opportunités dans l'environnement des affaires;
- Mettre en œuvre des réformes structurelles importantes pour stimuler la compétitivité des exportations;
- Promouvoir l'investissement intra-africain pour soutenir le commerce régional et le développement des infrastructures ;
- En collaboration avec le secteur privé, mettre en œuvre des mesures visant à renforcer la compétitivité des corridors commerciaux à travers le continent;
- Faciliter le commerce, en particulier au poste frontalier afin d'accroître l'efficacité ;
- Le gouvernement devrait investir de manière importante dans le développement des PME afin de créer des emplois et une croissance inclusive grâce à des dispositions d'action positive dans les législations de passation des marchés publics;
- Améliorer le climat des affaires et la facilité de faire des affaires à travers le continent, y compris la facilitation de l'enregistrement des entreprises et la fourniture de services nécessaires au développement des affaires.

La Commission de L'union Africaine Devrait Entre Autres :

- La Commission de l'Union Africaine devrait collaborer avec les États Membres pour promouvoir la facilité de faire des affaires à travers le continent et de mettre en place un mécanisme de contrôle approprié; et;
- La Commission de l'UA (Service des Affaires Economiques) devrait s'associer au secteur privé dans l'identification de différents modèles pour créer la valeur et la prospérité partagées;

Le Gouvernement, Le Secteur Prive et Les Universitaires Devraient :

- Promouvoir le développement de l'entreprise en mettant l'accent sur le financement et la formation des entreprises en démarrage;
- La mise en œuvre de stratégies appropriées telles que l'acquisition de technologies, les investissements dans l'éducation et la recherche et la valorisation des droits de propriété intellectuelle pour stimuler la recherche;
- Mettre l'accent sur les ressources humaines qualifiées et les contrats de performance dans les secteurs public et privé; et
- Exploiter leurs potentiels en fonction de leur dotation en ressources naturelles.



SEANCE PLENIERE 4 21 MARS 2017





REVOLUTION DES COMPETENCES AFRICAINES, TIRER PARTI DE NOTRE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE: HABILITER LES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT, L'INNOVATION ET L'ENTREPRENARIAT AND ENTREPRENEURSHIP

L'une des plus grandes ressources de l'Afrique est la compétence de son peuple, en particulier celle des jeunes. Pour que l'Afrique tire parti de son dividende démographique, elle a besoin d'une stratégie ciblée pour investir dans ses jeunes, en particulier, dans le développement de compétences qui accroîtront les perspectives d'emploi et la création d'emplois grâce à l'innovation et à l'esprit d'entreprise.

Il s'agit ici d'un appel à l'action au continent le plus jeune de tirer parti de son dividende démographique, et à entreprendre les étapes révolutionnaires pertinentes et inclusives vers un développement des compétences de sa jeunesse qui prend compte des besoins économiques, sociaux et multisectoriels du continent.

PANELISTES



S.E. Ameenah GURIB-FAKIM, GCSK, CSK, PhD, DSc, Présidente de la République de Maurice
Première dame Présidente de la République de Maurice, S.E. GURIB-FAKIM est l'ancien directrice générale du Centre International de Développement Pharmaceutique (CIDP) Recherche et Innovation et professeur de chimie organique à l'Université de Maurice



Professeur Emmanuel Nnadozi, Secrétaire Exécutif de l'African Capacity Building Foundation (ACBF)
Le Professeur Nnadozie est économiste et expert en développement. Il fut directeur du Développement Economique et de la Division du NEPAD à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA).



Professeur Emmanuel Tanyi, Doyen de la Faculté de génie et de la technologie, Université de Buea
Le Professeur Tanyi a joué un rôle actif dans l'enseignement technologique au Cameroun depuis plus de trente ans et a occupé divers postes administratifs et de cadres supérieurs dans diverses universités au Cameroun..



M. Rakesh Wahi est co-fondateur de CNBC Afrique et Président de CMA Invest Holdings
M. Rakesh Wahi est un entrepreneur visionnaire qui depuis 27 ans, s'est impliqué dans des investissements de démarrage dans les marchés émergents. Il est président et fondateur de diverses entreprises de médias et de l'enseignement supérieur, représentées dans plus de 22 pays.

DEBATS

Les Défis en Matière de Compétences qui affectent l'Afrique

Notre ressource la plus précieuse est notre peuple. Actuellement Il y a 1,2 milliard de personnes qui vivent avec moins de 1,25 dollars américain par jour dans le monde. L'Afrique doit mobiliser ses meilleurs secteurs productifs pour faire face à la pauvreté et aux inégalités.

Nous devons encourager les philanthropes africains à soutenir la transformation du système éducatif en Afrique pour faire face aux pénuries de compétences et le problème d'inadéquation des qualifications en Afrique.

Les défis de compétences auxquels l'Afrique est confrontée sont bien connus de la plupart d'entre nous. Les compétences africaines sont actuellement liées à ce que nous appelons la forte proportion de jeunes ou plus intéressant le dividende démographique.

La plus grande préoccupation que font face la plupart des Africains qui travaillent dans le secteur des compétences, est de savoir comment tirer parti de ce dividende démographique ou de notre nombre important de jeunes dans un continent où le taux de fécondité restent très élevés, le plus élevé au monde en fait.

Depuis 1980, le monde a connu de nombreux

changements dans les affaires et la croissance économique laissant l'Afrique en arrière. En conséquence, les jeunes du continent âgés de 15 à 35 ans sont les plus touchés par le chômage en raison du manque de compétences et cette situation s'empire de jour en jour.

Nous avons ici l'occasion de tirer profit du potentiel de croissance et les possibilités du nombre de jeunes en Afrique, mais nous ne faisons pas assez actuellement sur ce point. Nos jeunes représentent actuellement 75% de la population active, dont 75% faisant des études en sciences sociales et 25% en sciences naturelles. Nous devons changer cela. Malheureusement, l'enseignement professionnel a été abandonné sur le continent au détriment de l'Afrique.

Il est nécessaire de renforcer les capacités et de conserver des ressources humaines qualifiées en Afrique. Maintenant, nous avons l'Agenda 2063 comme objectif massif et nous devons identifier les compétences dont l'Afrique a besoin pour atteindre cet Agenda. Par exemple, notre recherche indique que nous devons produire environ 300 000 ingénieurs chaque année au cours des dix prochaines années pour palier à la pénurie des compétences dans ce secteur.

L'Afrique a besoin d'un dialogue tripartite sur l'éducation qui réunirait les gouvernements, le secteur privé et la

DEBATS

société civile pour aider à combler le déséquilibre entre les compétences recherchées et celles de l'offre.

Renforcer les compétences des jeunes grâce au développement de compétences

Nous devons investir dans les TIC pour les écoles primaires afin de «les attraper jeunes». Le Rwanda prend déjà les premières mesures pour faire avancer l'éducation STEM. La certification des TIC doit devenir obligatoire au niveau secondaire et cela devrait être, aussi obligatoire que d'avoir un permis de conduire. La révolution des TIC requiert des laboratoires informatiques dans toutes les universités et chaque étudiant devrait être muni de son propre ordinateur portable.

Actuellement, seulement environ 2% des étudiants choisissent le génie civil comme filière d'étude. Si vous les formez sans les retenir, ils partiront. La recherche appliquée et la recherche fondamentale sont nécessaires en Afrique. Nous le savons mais ne l'appliquons pas. Des aptitudes générales sont là pour, par exemple, le Leadership, mais il doit y avoir un changement important d'esprit.

Le premier pilier à prendre en compte dans notre quête d'une éducation de qualité est d'avoir de bons enseignants, en particulier dans des matières telles que les mathématiques et les sciences ; le deuxième pilier

est le milieu scolaire que nous devons modifier pour répondre aux besoins de l'avenir. Le troisième pilier est le processus continu d'évaluation et d'actualisation des programmes d'enseignement et, enfin, l'innovation.

Il existe actuellement une disjonction entre les compétences dont les élèves ont besoin et ce qui est disponible, causée surtout par le manque de ressources, en particulier dans les universités publiques. Des changements fondamentaux sont nécessaires dans la bureaucratie de l'enseignement supérieur en Afrique et les capacités des organismes de réglementation doivent être améliorées.

Par conséquent, l'accès au capital est très important pour révolutionner l'éducation. L'Afrique doit se rendre compte du fait que le travail en collaboration plutôt que la compétitivité dans les systèmes éducatifs est essentiel tout comme la reconnaissance transfrontalière des qualifications et des compétitions.

Nous ne pouvons pas développer un continent sans science, nous devons donc avoir plus de modèles pour la science et la technologie, promouvoir l'étude en STEM parmi les jeunes africains et développer davantage de centres d'excellence à travers le continent.

RECOMMANDATIONS



Les Universitaires, les Gouvernements et la Commission de L'Union Africaine Devraient Entre Autres:

- Créer et renforcer des centres d'excellence en mettant l'accent sur l'acquisition des compétences à travers le continent.
- Améliorer l'harmonisation des compétences au-delà des frontières nationales pour promouvoir la mobilité des travailleurs et des compétences.
- Convoquer urgemment un sommet tripartite composé du gouvernement, le secteur privé et les universités sur l'éducation, les sciences, la technologie et l'innovation, pour moderniser l'éducation sur le continent
- Mettre en œuvre des recommandations découlant de l'étude sur les besoins en capacités pour l'exécution du plan de mise en œuvre de la première décennie de l'Agenda 2063.

LA JEUNESSE AFRICAINE : L'AVENIR DE L'INNOVATION



Conformément au thème 2017 de l'Union africaine, à savoir ; « Tirer parti du dividende démographique grâce aux investissements sur la jeunesse », la première Plate-forme économique africaine (PEA) a accueilli cinq projets de jeunes innovateurs issus des quatre coins du continent. Cinq représentants de ces projets des jeunes ont présenté leurs programmes et la façon dont ils visent à élever les africains. Ils ont également eu l'occasion d'interagir avec les délégués présents à la PEA.



Velani Mboweni est le cofondateur et chef de direction de LULA, une jeune entreprise technologique sud-africaine qui grâce à sa technologie cherche à connecter les usagers de transport commun au sein des communautés afin de rendre le transport commun plus fiable, pratique, sûr et dynamique. Lula utilise des technologies telles que la billetterie mobile, la télématique, l'analyse de données et les systèmes d'information passagers pour fournir une solution intelligente en temps réel pour le transport commun. Avec le concours de CSIR Afrique, le plus grand institut de recherche scientifique et technologique, RAW et Busmark, Ils ont récemment lancé l'iBUS ; le premier bus entièrement intégré et intelligent d'Afrique, composé de 97% de matériaux locaux.



Amr Mohamed Refaat est étudiant en génie mécanique à l'Université Ain Shams en EGYPTE et un jeune entrepreneur qui s'inspire de l'idée de développer et d'améliorer les moyens de subsistance des communautés en Egypte et le monde en général. Il conçoit et réalise des projets et des produits qui utilisent une vaste diversité d'idées pour créer des changements significatifs et durables. En 2014, il a participé au développement et à la mise en œuvre d'un projet visant à fournir aux zones rurales l'accès à l'énergie propre et à l'eau provenant de sources d'énergie renouvelables. Il a ensuite représenté l'Université Enactus Ain Shams au Concours national, où il a présenté 3 projets évolutifs qui visent à développer les moyens de subsistance des personnes en Egypte, en apportant des solutions fondamentaux aux problèmes qui touchent la société égyptienne tels que; La pauvreté, l'inégalité, l'accès à l'eau potable et à l'énergie. En 2016, il était Directeur de projet pour un projet de filtration d'eau qui vise à fournir de l'eau filtrée propre à un village en utilisant les ressources minimales disponibles pour ce village.



Emmanuel Masonwabe est étudiante du niveau post licence en gestion marketing à l'Université de Johannesburg en Afrique du Sud et un entrepreneur et propriétaire de trois entreprises. Il a pendant plusieurs années représenté avec succès son université et son pays à divers sommets internationaux de la jeunesse, y compris Youth for Global Empowerment à Imphal (Inde), le troisième Forum Asie-Pacifique des étudiants à Depok (Indonésie) et The Flush Conférence en Finlande. Son travail est axé sur l'élimination de la pauvreté grâce à l'esprit d'entreprise. Engagé pour le développement de l'Afrique et l'élaboration d'un récit différent de nos vie, Emmanuel s'intéresse à travailler en Afrique pour contribuer au développement et à l'élévation des communautés défavorisées et marginalisées.

RAPPORT DE LA PLATE-FORME ÉCONOMIQUE AFRICAINE



Tammy Julius-Fakrogha est un étudiant de quatrième année en comptabilité à l'Université Babcock au Nigéria, et aussi un entrepreneur qui dirige une entreprise en opération. En 2016, Tammy a activement participé au projet H-POWER avec une équipe d'étudiants de son université. Grâce à son esprit d'entrepreneuriat, ses activités font une grande différence au sein de sa communauté, améliorent et valorisent la vie de sa communauté, son pays et le monde en général.



Simukai Anotida Whande est titulaire d'une Licence spécialisée en gestion et en entrepreneuriat de l'Université de Technologie de Chinhoyi au Zimbabwe. Stratège de médias numériques, Simukai est consultant et créateur de marques pour les petites et moyennes entreprises au Zimbabwe. Grâce à son entreprise, SANS Exposure, il élabore des solutions aux défis auxquels le pays est confronté et a développé sa carrière de stratège et de consultant en médias numériques pour les entreprises émergentes ainsi que pour les marques établies.





Cocktail de réseautage parrainé par Vodacom

L'AEP s'est terminée par un cocktail de réseautage



Clinique de la journée de golf

Certains participants à l'AEP se sont divertis sur les belles pelouses de golf de Maurice





**M. PATRICK DLAMINI, PDG DE LA
DEVELOPMENT BANK OF SOUTHERN
AFRICA - DBSA**

**La diversité des secteurs,
des conférenciers et la
démographie de notre
peuple symbolise l'unité
de but pour atteindre
l'Agenda 2063**

Allocution de M. Patrick Dlamini, PDG de la Development Bank of Southern Africa - DBSA

La Plate-forme économique africaine (PEA) fait partie d'une série de développements qui donnent le ton à une Afrique qui mène et gère son propre programme de développement.

La diversité des secteurs, des conférenciers et la démographie de notre peuple symbolise l'unité de but pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063. La Fondation de l'Union africaine et la Commission de l'UA doivent être félicitées pour cet effort exceptionnel de mettre ensemble ces sessions. C'était un honneur pour nous en tant que Banque de développement d'Afrique australe (DBSA) de participer à la PEA inaugurale. Nous sommes sortis de cette première PEA avec des contacts commerciaux importants, menant à des transactions commerciales potentielles qui déboucheront sur le financement de projets d'infrastructure dans un proche avenir.

Nous avons profité de l'occasion d'entamer des dialogues constructifs multipartites autour de thèmes communs pour le développement de l'Afrique.

Les discussions ont été menées par des dirigeants africains compétents et expérimentés, et des professionnels issus de milieux divers. Le lien commun fut la passion d'avoir une incidence sur notre orientation politique africaine partagée en s'engageant avec les moteurs du développement économique de l'Afrique dans le secteur privé, le secteur public, le milieu universitaire et les structures de la société civile.

En tant qu'Institutions de financement du développement (IFD) sur le continent, nous sommes plus conscients que jamais du rôle important que nous devons jouer en tant que catalyseurs du financement de nos projets communs de développement, en particulier dans le développement de l'infrastructure.

L'une des principales recommandations de cette première PEA est l'élimination des obstacles au commerce intra-africain par la création de la zone de libre-échange continentale (ZLEC).

Nous sommes prêts à jouer notre rôle d'IFD africains. La DBSA s'est engagée à jouer un rôle actif auprès de nos

partenaires régionaux et parties prenantes pour accélérer le financement des infrastructures sur tout le continent africain aujourd'hui et dans le futur.

Nous travaillerons avec les dirigeants africains sur tous les fronts, en particulier en combinant les intérêts du secteur privé et du secteur public afin de veiller à ce que la préparation et la mise en œuvre des projets à travers les frontières soient rapidement suivies pour respecter notre vision africaine commune, telle qu'elle est énoncée dans l'Agenda 2063, car ensemble, nous pouvons aller loin.

Permettez-moi de terminer en exprimant ma sincère gratitude et appréciation pour une plate-forme inaugurale très réussie. Ce fut un grand succès!

Petit déjeuner sectorial 1:

Innovation et infrastructure - parrainé par Vodacom et DBSA



Petit déjeuner sectorial 2:

Energie nucléaire - parrainé par NECSA



NOS PARTENAIRES



vodacom

necsa

We're in your world



South African Nuclear Energy
Corporation SOC Limited



DBSA

Development Bank
of Southern Africa



Board of Investment
Mauritius



My Mauritius My Experience



RUFORUM
UNIVERSITY OF RURAL FOREstry



enactus

SBM





A FORUM FOR FRANK ENGAGEMENTS BETWEEN
HEADS OF STATES, BUSINESS LEADERS
AND ACADEMICS TO DISCUSS THE FUTURE OF
THE CONTINENT.



African
Economic
Platform

Industrialisation

Intra-African Trade

Skills Development

Free Movement of People and Goods

www.africaneconomicplatform.com



Plate-Forme Economique Africaine

Maurice, 20 au 22 Mars 2017



PLATE-FORME ECONOMIQUE AFRICAINE